



la Confédération
de demain

Sondage de 2019 auprès des Canadiens

LE CANADA : RAPPROCHEMENT OU ÉLOIGNEMENT?

Sommaire

AVRIL 2019

**Environics
Institute**
For Survey Research

Mowat Centre
ONTARIO'S VOICE ON PUBLIC POLICY

**CANADAWEST
FOUNDATION**


CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

IRPP
INSTITUTE FOR RESEARCH
ON PUBLIC POLICY



ST. FRANCIS XAVIER
UNIVERSITY
BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT

Introduction

Contexte

Pendant une bonne partie de la fin du XX^e siècle, la politique canadienne a été marquée par des tentatives visant à réformer ou à démanteler la fédération du pays, tentatives dont les enjeux étaient déterminants. Les premiers ministres se sont rencontrés régulièrement pour conclure des ententes mégaconstitutionnelles, alors que les gouvernements du Québec et les gouvernements fédéraux successifs ont lutté au moyen de nouvelles stratégies pré- et post-référendaires. Les années 1990 à elles seules ont vu se tenir un référendum national sur la Constitution, puis un second référendum sur l'indépendance du Québec, dont les résultats ont été serrés, et émerger deux nouveaux partis politiques fédéraux constitués à l'échelle régionale — le Parti réformiste et le *Bloc québécois* — qui ont tour à tour formé l'Opposition officielle.

Les dernières années laissent croire que les tempêtes de ce genre sont enfin derrière nous. Une nouvelle génération de Canadiens, aujourd'hui de jeunes adultes, ne conservent aucun souvenir direct des crises de l'unité nationale. Ce qu'il restait des partis régionaux s'est réuni une fois de plus autour des options nationales traditionnelles de gauche, du centre et de droite. À une époque où d'autres pays doivent affronter la montée du nativisme tourné vers lui-même, le Canada semble offrir un espoir à titre d'exemple de réussite du multiculturalisme et du fédéralisme multinational capable de réconcilier l'unité et la diversité.

En fait, le 150^e anniversaire du Canada en 2017 a marqué l'une des seules fois où le pays a pu célébrer un anniversaire important sans crise d'unité nationale grave. Le 50^e anniversaire du Canada est tombé au milieu de la Première Guerre mondiale et d'une crise de la conscription qui a divisé le pays entre les Britanniques et les Français. Le 75^e anniversaire du pays a eu lieu pendant une autre guerre mondiale, avec une deuxième crise de conscription qui se profilait à l'horizon. Le centenaire, bien que rempli d'optimisme, a coïncidé avec la Révolution tranquille et a précédé la création du Parti québécois d'un an seulement. Le 125^e anniversaire du pays, en 1992, a presque été oublié

dans la foulée du référendum sur l'Accord de Charlottetown — avec les gains électoraux spectaculaires du *Bloc québécois* et du Parti réformiste, puis la réélection d'un gouvernement du *Parti québécois* qui a suivi.

Même si de tels événements sont maintenant choses du passé, le programme politique actuel demeure rempli de problèmes non résolus qui pourraient facilement diviser les Canadiens sur les failles de la région et de l'identité. Les controverses concernant les pipelines transnationaux opposent les alliés régionaux d'autrefois, alors que le respect des obligations internationales du pays relativement aux changements climatiques est maintenant en péril en raison des provinces qui remettent en question le bien-fondé du prix du carbone. Comme l'essor engendré par les ressources en Alberta et dans les régions avoisinantes est révolu, le soutien de la population de l'Alberta, non seulement envers les politiques environnementales, mais aussi envers des ententes de partage des richesses plus larges au sein de la fédération, se voit remis en question.

Pendant ce temps, l'exposé de principes du gouvernement du Québec sur sa « façon d'être Canadiens » a été lancé en 2017 sans provoquer de réponse sérieuse de la part de ses partenaires de la Confédération. Cet exposé a été suivi de la perte du pouvoir du seul parti politique fédéraliste avoué de la province, qui a obtenu sa plus faible proportion du vote populaire à vie. Les provinces de l'Atlantique continuent quant à elles de chercher des façons de contrer leur déclin démographique et leur faible pouvoir économique. Dans le Nord, les trois territoires mettent en œuvre différentes formes de délégation du pouvoir, à la fois d'Ottawa vers les gouvernements territoriaux, et des gouvernements territoriaux vers certaines formes de gouvernements autochtones autonomes. Et le manque de mesures concrètes pour traduire les engagements verbaux faits à l'égard de la réconciliation avec les peuples autochtones menace de miner l'harmonie du pays, et la réputation du Canada à l'étranger.

Bref, comme le Canada a franchi le cap des 150 ans, une fois de plus de nouvelles dimensions et de nouveaux défis à la structure et à la gouvernance du pays demandent maintenant une plus grande attention. Ces questions sont considérées par les gouvernements, les groupes de réflexion et les universitaires, mais il est aussi important que le reste des Canadiens se fassent entendre, puisqu'ils ont à la fois le droit de parole et des intérêts à l'égard des résultats. Il importe également d'entendre ce que la nouvelle génération de citoyens a à dire, tant en ce qui a trait aux défis non résolus dont elle a hérité qu'aux défis émergents qu'elle doit affronter.

La Confédération de demain – Sondage de 2019 auprès des Canadiens

L'objectif de l'enquête de 2019 est de sonder la population sur la Confédération de demain. Le titre « Confédération de demain » est repris de la conférence phare du même nom organisée en novembre 1967 par le premier ministre de l'Ontario de l'époque, M. John Robarts. La conférence a permis aux chefs politiques des 10 provinces de mettre en commun leurs perspectives sur l'avenir prometteur du pays et de jeter les bases d'une fédération plus solide tirant parti de l'énergie et de l'enthousiasme suscités par le centenaire du Canada. L'objectif de cette conférence n'était pas de prétendre que des solutions simples pouvaient régler les problèmes complexes du moment, mais plutôt de veiller à ce que chaque région ait la chance d'exprimer ses perspectives distinctes sur le pays et de se faire entendre.

C'est dans cet esprit que l'enquête de la Confédération de demain 2019 a été menée auprès d'échantillons représentatifs d'habitants de chaque province et chaque territoire de façon à connaître leurs points de vue sur le système fédéral du pays aujourd'hui et dans l'avenir. La recherche s'appuie sur des enquêtes pancanadiennes effectuées au cours des dernières décennies afin de comprendre non seulement ce que les Canadiens pensent aujourd'hui, mais aussi d'observer comment les perspectives publiques ont évolué au fil du temps.

La recherche a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec cinq organismes de politiques publiques de premier plan au pays : le Centre Mowat, la Fondation Canada West, le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, l'Institut de recherche en politiques publiques et le Brian Mulroney Institute of Government.

Dans le cadre de la recherche, un sondage d'opinion publique pancanadien a été effectué en ligne (pour les provinces) et par téléphone (pour les territoires) auprès d'un échantillon représentatif de 5 732 Canadiens des deux sexes, âgés de 18 ans et plus, entre le 14 décembre 2018 et le 16 janvier 2019. L'échantillon de l'enquête a été stratifié afin d'obtenir une représentation significative dans les 13 provinces et territoires, ainsi qu'avec les peuples autochtones du pays (Premières Nations, Métis et Inuit). De nombreuses questions incluses dans l'enquête étaient tirées d'enquêtes pancanadiennes précédentes, remontant à aussi loin que les années 1980. Les réponses à ces questions ont jeté les bases qui ont permis de déterminer comment l'opinion publique a changé (ou non) au fil du temps. De plus amples renseignements sur la méthodologie de l'enquête et la recherche antérieure sont fournis en annexe du rapport complet (disponible en anglais).

Au sujet de ce rapport

Ce rapport est l'un des trois rapports qui présentent les résultats de cette recherche, et il met l'accent sur l'identité canadienne au pays et sur la façon dont les Canadiens perçoivent la place de leur province ou de leur territoire au sein de la fédération. Les deux autres rapports traiteront de thèmes connexes, et seront publiés plus tard cette année. Des renseignements supplémentaires sont fournis sous pli séparé ; ils présentent les résultats pour chaque question de l'enquête par région et par province ou territoire, selon les caractéristiques démographiques et pour d'autres segments de la population. Tous les résultats sont présentés sous forme de pourcentage, à moins d'indication contraire.

Remerciements

Cette recherche a été rendue possible grâce au soutien d'un grand nombre d'organismes et de personnes. Les partenaires de l'étude tiennent à remercier, pour leur précieuse contribution, M. Erich Hartmann et Mmes Kiran Alwani et Stefanie Folgado, du Centre Mowat, MM. Darcy Zwetko et Tom Hatry, d'Elemental Data Collection Inc., ainsi que M. Steve Otto et M^{mes} Cathy McKim et Elaine Stam, pour leur excellent travail dans le cadre de la production du rapport définitif. Enfin, nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance aux 5 732 Canadiennes et Canadiens qui ont donné de leur temps pour nous faire part de leurs perspectives sur la Confédération de demain.

Sommaire

L'identité

La plupart des Canadiens disent que le pays tient une place importante dans leur sentiment d'identité personnelle. Parallèlement, d'autres identités, en plus de l'identité canadienne, ont pris de l'importance au fil du temps. Les Canadiens sont aujourd'hui plus qu'en 2003 susceptibles de dire que leur région ou leur province, leur langue, leur groupe ethnique ou leur race et leur sexe sont des éléments importants de leur identité. Lorsqu'ils tiennent compte de leur identité canadienne aussi bien que de leur identité infranationale, les Canadiens sont moins susceptibles de dire qu'ils se considèrent uniquement comme Canadien, ou principalement comme Canadien. À l'inverse, ils sont plus susceptibles de dire qu'ils se considèrent également comme Canadien, puis comme habitant de leur province, ou principalement ou uniquement comme habitant de leur province.

Cependant, l'enquête souligne dans quelle mesure différentes identités continuent de se chevaucher au Canada. Moins d'un Canadien sur quatre a déclaré se définir soit uniquement comme Canadien, soit uniquement comme habitant de sa province. La même chose est vraie pour les personnes qui se sont identifiées comme Autochtones : une forte majorité indiquent que leur communauté ou peuple autochtone revêt une grande importance dans leur sentiment d'identité personnelle. Toutefois, la plupart des Autochtones ont déclaré avoir une identité à la fois autochtone et canadienne, plutôt qu'uniquement autochtone ou uniquement canadienne.

La place au sein de la fédération

Le point de vue des Canadiens sur la mesure dans laquelle leur province ou territoire est traité équitablement ou non au sein du système fédéral canadien varie grandement d'une province ou d'un territoire à l'autre. En outre, l'une des principales conclusions de cette enquête est que les perceptions et les tendances sur ces questions varient non seulement d'une région à l'autre, mais aussi entre les provinces et les territoires avoisinants d'une même région.

Cette conclusion soulève des questions sur la mesure dans laquelle les concepts de « région » et de « régionalisme » sont toujours pertinents pour mieux comprendre les dynamiques contemporaines au sein de la fédération.

Ouest du Canada. Cette enquête se déroule dans le contexte d'un ralentissement économique marqué du secteur pétrolier et gazier, qui est le pilier de l'économie de certaines parties de l'Ouest du Canada. Ce ralentissement s'accompagne de tensions politiques montantes entre les provinces, et entre les gouvernements des provinces et des territoires, concernant la meilleure façon d'équilibrer les besoins de l'économie des ressources avec ceux de l'environnement. Il n'est donc pas surprenant de constater que l'Alberta et la Saskatchewan sont parmi les provinces et territoires les moins susceptibles de dire qu'ils sont respectés au Canada, qu'ils ont leur juste part d'influence sur les décisions qui se prennent au niveau national et qu'ils reçoivent leur juste part des dépenses du fédéral. La tendance est particulièrement marquée en Alberta : ces questions ont permis de dégager un changement négatif prononcé dans la province. Les Albertains sont maintenant les moins susceptibles parmi tous les Canadiens de dire que leur province reçoit le respect qu'elle mérite, ou qu'elle reçoit sa juste part des dépenses du gouvernement fédéral pour différents programmes et transferts.

Le degré d'insatisfaction des habitants de l'Alberta et de la Saskatchewan est manifeste dans leurs réponses à d'autres questions aussi. Les Albertains et les Saskatchewanais sont, par une forte majorité, les moins susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé selon lequel le fédéralisme canadien revêt plus d'avantages que de désavantages pour leur province. Qui plus est, pour la première fois (à la lumière de sondages remontant aussi loin que 1987), des majorités dans les deux provinces sont maintenant d'accord avec l'énoncé selon lequel « les provinces de l'Ouest du Canada tirent tellement peu d'avantages en faisant partie du Canada qu'elles devraient se séparer du Canada ».

Toutefois, cette tendance ne traduit qu'une partie de la réalité de l'Ouest du Canada. Si l'Alberta exprime beaucoup d'opinions négatives concernant la fédération, à l'inverse un changement positif s'est opéré en Colombie-Britannique. Cette tendance divergente a produit un renversement frappant dans les perspectives relatives de ces deux provinces voisines : dans les sondages précédents, les Britanno-Colombiens étaient légèrement moins susceptibles que les Albertains de dire que leur province est traitée équitablement au sein de la fédération, alors qu'ils sont maintenant plus susceptibles d'avoir cette opinion. Les deux provinces sont bel et bien devenues « découplées », en ce sens qu'elles ne peuvent plus être décrites comme partageant une même vision de la fédération, propre à l'Ouest du Canada.

Les habitants de la Saskatchewan sont d'avis que la place de leur province au sein de la fédération s'est un peu améliorée depuis le début des années 2000, contrairement à la tendance observée en Alberta — mais comme les opinions négatives étaient traditionnellement très élevées en Saskatchewan, cette légère amélioration fait tout de même en sorte que cette province fait partie des plus insatisfaites. Les habitants du Manitoba ont quant à eux une opinion quelque peu distincte sur ces questions. Bien qu'une majorité indique qu'elle est d'avis que la province n'est pas respectée, a moins que sa juste part d'influence sur les décisions qui se prennent au niveau national et reçoit moins que sa juste part des sommes que le gouvernement fédéral dépense, ce sentiment n'est pas aussi marqué que dans les autres provinces des Prairies et n'est pas devenu significativement plus négatif au fil du temps.

Canada atlantique. Bien qu'on ait beaucoup parlé de « désaffection de l'Ouest » récemment, certaines provinces du Canada atlantique se montrent souvent tout autant sinon plus insatisfaites de leur place au sein de la fédération que les provinces de l'Ouest. Terre-Neuve-et-Labrador, plus spécialement, est nez à nez avec l'Alberta pour ce qui est des provinces ou territoires les moins susceptibles de croire qu'ils sont respectés au Canada, qu'ils ont leur juste part d'influence sur les décisions qui se prennent au niveau national et qu'ils reçoivent leur juste part des sommes que le gouvernement fédéral dépense. Pour ce qui est de l'insatisfaction quant à la place au sein de la fédération, la Nouvelle-Écosse n'est pas loin derrière.

Dans la région de l'Atlantique dans son ensemble, toutefois, d'importants écarts ont été observés à la fois quant au degré d'insatisfaction et à la tendance. Les Néo-Brunswickois ne sont habituellement pas aussi négatifs dans leur évaluation que leurs voisins de l'Est. Ceci dit, certaines opinions sont plus négatives au Nouveau-Brunswick que dans les enquêtes précédentes, alors qu'en Nouvelle-Écosse elles sont légèrement plus positives (bien que principalement négatives). Ainsi, contrairement aux divergences entre les provinces voisines que sont la Colombie-Britannique et l'Alberta, une certaine convergence a été observée entre le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse : alors qu'auparavant les habitants du Nouveau-Brunswick se disaient beaucoup plus satisfaits que ceux de la province voisine de l'Est, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Enfin, les Prince-Édouardiens continuent de se distinguer des autres Canadiens de l'Atlantique : ils sont parmi les plus susceptibles de croire que leur province est respectée, qu'elle a sa juste part d'influence sur les décisions qui se prennent au niveau national et qu'elle reçoit sa juste part des sommes que le gouvernement fédéral dépense.

Les provinces de l'Atlantique — même les moins satisfaites — diffèrent cependant de l'Alberta et de la Saskatchewan à un égard important, soit que leurs préoccupations concernant le degré de respect qu'elles reçoivent ou l'influence qu'elles ont ne se traduisent pas par le même degré d'insatisfaction envers le fédéralisme lui-même. Les habitants des quatre provinces de l'Atlantique sont beaucoup plus susceptibles que ceux de l'Alberta et de la Saskatchewan de convenir que le fédéralisme canadien revêt plus d'avantages que de désavantages pour leur province. À Terre-Neuve-et-Labrador, deux tiers des répondants ont indiqué que la confédération a été une bonne chose pour eux.

Québec. Traditionnellement, l'un des principaux objectifs des études d'opinion publique sur le fédéralisme au Canada était de surveiller la montée et la chute de l'appui à l'indépendance du Québec. La présente étude, toutefois, s'est déroulée à la suite des dernières élections fédérales et provinciales, au cours desquelles ont été enregistrés les niveaux d'appui populaire les plus bas à vie pour les partis souverainistes, soit le *Bloc québécois* et le *Parti québécois*. Selon l'enquête, la situation au Québec semble être plus attribuable à la continuité qu'au changement. Les Québécois

ne sont pas plus susceptibles aujourd’hui qu’ils ne l’étaient à la suite du référendum de 1995 de dire que leur province est traitée avec le respect qu’elle mérite au Canada, ou de croire que le fédéralisme canadien revêt plus d’avantages que de désavantages pour le Québec. En outre, les Québécois sont beaucoup moins susceptibles aujourd’hui de soutenir que leur province a sa juste part d’influence sur les décisions qui se prennent au niveau national.

Sur la question précise de la souveraineté, une majorité de Québécois disent qu’il s’agit d’une idée dépassée ; toutefois, la proportion de personnes qui partagent ce point de vue n’est pas considérablement plus élevée aujourd’hui qu’elle ne l’était il y a 15 ans. Alors que seulement une minorité de Québécois s’identifient comme souverainistes, la proportion de personnes qui se disent fédéralistes n’est pas plus élevée, et n’a pas augmenté au fil du temps. Enfin, le sentiment selon lequel la langue française est menacée — un facteur clé de corrélation avec l’appui du nationalisme au Québec — est encore plus fort aujourd’hui que dans le passé. Les Québécois ne cherchent peut-être plus à quitter au plus vite la confédération, mais ils demeurent au mieux ambivalets, ou encore des fédéralistes conditionnels.

Ontario. Première province du Canada au chapitre de la population, l’Ontario se démarque comme étant la plus satisfaite. Avec les Prince-Édouardiens, les Ontariens sont les plus susceptibles de dire qu’ils sentent que leur province est respectée, qu’elle a sa juste part d’influence sur les décisions qui se prennent au niveau national et qu’elle reçoit sa juste part des sommes que le gouvernement fédéral dépense. En fait, l’Ontario est la seule province dont une majorité de répondants ont indiqué que leur province reçoit le respect qu’elle mérite, et qu’elle n’a pas moins que sa juste part d’influence sur les décisions qui se prennent au niveau national. De plus, les habitants de l’Ontario, comme ceux du Québec, sont parmi les moins susceptibles de croire que le gouvernement fédéral favorise une région en particulier par rapport aux autres. En même temps, si les perspectives des Ontariens concernant la place de leur province au sein de la fédération demeurent plus positives que dans les provinces de l’Ouest ou de l’Est, elles sont moins positives qu’elles ne l’étaient au début des années 2000. Il importe par ailleurs de noter que, au fil du temps, d’autres Canadiens sont devenus plus susceptibles d’indiquer que l’Ontario est une province ou région qui reçoit un traitement de faveur d’Ottawa.

Le Nord. Comme pour les provinces de l’Ouest et les régions de l’Atlantique, l’enquête a démontré que les trois territoires du Nord du pays ont des points de vue distincts sur leur place au sein de la fédération, attestant des limites des perspectives régionales sur des questions liées au fédéralisme au Canada. Les habitants du Yukon et du Nunavut semblent relativement satisfaits, mais ceux des Territoires du Nord-Ouest le sont beaucoup moins. Alors que les Yukonnais sont les plus susceptibles de dire qu’ils pensent que leur territoire reçoit le respect qu’il mérite au Canada, les habitants des Territoires du Nord-Ouest partagent l’opinion de ceux de l’Alberta et de Terre-Neuve-et-Labrador, et sont parmi les moins susceptibles de dire qu’ils pensent que leur territoire reçoit le respect qu’il mérite au Canada. Qui plus est, comme dans l’Ouest, des tendances divergentes ont été observées au Nord : le Yukon (comme la Colombie Britannique, au sud) devient beaucoup plus satisfait de certaines mesures au fil du temps, et les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, beaucoup moins satisfaits. Dans l’ensemble, cependant, les habitants du Nord sont parmi les plus susceptibles de dire qu’ils sont d’avis que le fédéralisme canadien revêt plus d’avantages que de désavantages pour leur territoire.

Rapprochement ou éloignement?

Malgré des points de vue divergents sur le fédéralisme, les Canadiens partagent également des valeurs communes : près de 6 Canadiens sur 10 sont d’accord pour dire qu’ils partagent les mêmes valeurs peu importe la région du pays dans laquelle ils vivent, et près de 7 sur 10 *ne sont pas d’accord* pour dire qu’ils ont plus en commun avec leurs voisins les Américains qu’avec les autres Canadiens. En outre, bien que les résultats de cette enquête indiquent clairement des divisions profondes au pays sur la façon dont le fédéralisme fonctionne, la plupart s’entendent pour dire qu’un système de type fédéral est préférable étant donné la diversité du Canada. Sept Canadiens sur 10 sont d’accord pour dire qu’« un système de gouvernement fédéral est ce qui fonctionne le mieux pour le Canada parce que nous sommes un pays composé de peuples différents et de nations différentes », comparativement à 1 sur 5 qui est en désaccord. De plus, contrairement à la plupart des autres questions de cette enquête, la majorité des 13 provinces et territoires est d’accord pour dire qu’un système de gouvernement fédéral est approprié pour le Canada. Enfin, deux tiers des Canadiens disent aussi qu’ils ont confiance en la capacité des Canadiens à

surmonter leurs différences au sein du pays, comparativement à seulement un quart qui déclarent avoir peu confiance.

Bien que ces derniers chiffres semblent encourageants, la confiance en la capacité des Canadiens à surmonter leurs différences au sein du pays est beaucoup plus faible qu'en 1977. Si, d'une certaine façon, l'intégrité de la fédération canadienne au début du XXI^e siècle semble être moins remise en question qu'elle ne l'était au cours des dernières

décennies du XX^e siècle, les résultats de l'enquête sur la Confédération de demain 2019 ne brossent pas le portrait d'un pays qui est devenu plus uni. Le déclin graduel des proportions de Canadiens qui voient les avantages du fédéralisme et la pertinence du gouvernement fédéral laisse croire qu'un des défis de plus en plus importants au cours des prochaines années sera de jeter des ponts entre les Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

Cette étude a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec les organisations suivantes :

LE CENTRE MOWAT

Le Centre Mowat est un groupe de réflexion indépendant sur les politiques publiques, situé à la Munk School of Global Affairs and Public Policy de l'Université de Toronto, et la voix de l'Ontario, fondée sur des faits et non partisane, en matière de politiques publiques. Il entreprend des recherches collaboratives en politiques appliquées, formule des recommandations novatrices fondées sur la recherche et favorise un dialogue public sur les questions nationales les plus importantes pour le Canada.

<https://mowatcentre.ca/>

LA FONDATION CANADA WEST

La Fondation Canada West se penche sur les politiques qui façonnent l'Ouest et, par extension, le Canada. Au moyen de travaux de recherche et d'analyse indépendants fondés sur des données probantes, elle offre des solutions pratiques pour répondre aux défis en matière de politiques publiques auxquels l'Ouest doit faire face, tant à l'échelle locale que mondiale. <http://cwf.ca>

LE CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE – CONSTITUTION ET FÉDÉRALISME (CAP-CF) À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)

Le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, à l'Université du Québec à Montréal, a pour mission de stimuler la recherche sur la politique constitutionnelle et le fédéralisme et de produire un savoir innovant, analytique et normatif sur les enjeux constitutionnels contemporains au Canada et dans les autres fédérations. <https://capcf1.wixsite.com/accueil>

L'INSTITUTE DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

L'Institut de recherche en politiques publiques, fondé en 1972, est un organisme canadien indépendant, bilingue et sans but lucratif. Sa mission consiste à améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en éclairant les débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements. <http://irpp.org/fr/>

THE BRIAN MULRONEY INSTITUTE OF GOVERNMENT

Le Brian Mulroney Institute of Government, fondé en 2018 et situé à l'Université St. Francis Xavier, a comme objectif de trouver des solutions créatives à des questions complexes touchant la gouvernance et les politiques publiques pancanadiennes et internationales. Ses activités de relations publiques, en plus de son programme universitaire de premier cycle de quatre ans en politiques publiques et gouvernance, visent à éclairer et façonner le discours pancanadien et international sur les enjeux qui touchent la politique, l'économie, la sécurité et la société. www.stfx.ca/mulroney-institute-government

ENVIRONICS INSTITUTE FOR SURVEY RESEARCH

L'Environics Institute for Survey Research mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible.

